

Trois ans d'intervention d'Alternative libertaire

Le congrès de 2004 n'avait pas produit de bilan d'activité. Ce bilan remonte donc jusqu'en 2003, afin de pouvoir tenir compte des luttes et manifestations dont l'année 2003 a été assez riche.

Depuis son V^e congrès en 2000, Alternative libertaire a continué de se développer, créant de nouvelles implantations, entamant un renouvellement générationnel, investissant des locaux fédéraux fonctionnels, passant son mensuel en distribution publique, créant des équipes d'animation plus stables, acquérant la capacité humaine et matérielle de mener des campagnes nationales, se dotant d'une politique de formation interne, etc. Pour résumer, à plusieurs niveaux, Alternative libertaire a progressé en tant qu'organisation politique. C'est à l'aune de cette progression qu'il faut porter un regard critique sur notre intervention ces deux dernières années.

AL : à fond dans les grèves de mai-juin 2003

Sans trop nous étendre ici sur cette lutte sociale majeure qui a déjà fait l'objet de multiples commentaires lors de notre dernier congrès, nous pouvons nous en tenir à porter un jugement sur l'efficacité de l'organisation. Alternative libertaire a réussi à assurer les deux faces de son intervention : d'une part avec des militant(e)s au cœur des grèves, des AG, de l'organisation de la lutte ; d'autre part avec une intervention politique en tant que telle. Analysant régulièrement l'évolution de la situation, l'organisation a produit un tract fédéral par semaine, un dossier spécial dans le mensuel et, après le mouvement, une brochure de bilan politique, *Printemps 2003, grève générale manquée*.

Si AL n'avait pas, au même moment, connu des difficultés matérielles importantes (trésorerie à sec, expulsion imminente de ses locaux...), notre intervention aurait sans doute pu être plus conséquente, avec tirage d'affiches et d'autocollants.

Une implantation en entreprise déséquilibrée

Plaçant toujours la lutte de classes au cœur de leur action politique, les militant(e)s d'AL ont été actif(ve)s dans de nombreuses luttes de travailleur(se)s. Dans les secteurs traditionnels de notre implantation en premier lieu (la **SCNF**, la **Poste**, **France Télécom**, **l'Éducation nationale**...), mais également avec les **intermittent(e)s du spectacle** en lutte ou les jeunes ouvriers précaires de l'aéroport d'**Orly**. Fait nouveau, les militant(e)s d'AL ont été moteurs dans la lutte des **surveillant(e)s de l'Éducation nationale**, dont le statut a été cassé par le gouvernement durant le premier trimestre 2003 pour le remplacer par un statut inférieur, celui d'assistant(e) d'éducation (AE). Ce fut une importante lutte de plusieurs mois, menée par de jeunes salarié(e)s en voie de précarisation, qui convergea avec la lutte des emplois-jeunes en fin de contrat.

Enfin, les militant(e)s d'AL ont régulièrement apporté leur soutien aux travailleur(se)s en lutte dans des entreprises où nous ne sommes pas implantés, que ce soit à **EDF-GDF**, à **Arcade** à Paris (femmes de ménage en lutte) ; à **Daewoo** (Mont-Saint-Martin) ; à la **SNCM** (ce qui a conduit à une prise de contact avec le Syndicat des travailleurs corses) ; à la **Régie des transports marseillais (RTM)**, dont la caisse de grève a reçu 500 euros de l'AL) ; à l'usine pharmaceutique **Besins** (Montrouge) ; à **ACT Manufacturing** (Angers) ; à **STMicroelectronics** (Rennes), à **MacDo** (Paris 13^e) ou à **Virgin** (Paris 8^e). Comme on l'a constaté au VII^e congrès, l'implantation d'AL dans les entreprises n'est plus circonscrite au secteur public. De nombreux(les) camarades travaillent dans le secteur privé, le plus souvent dans des PME. Au sein d'AL comme dans la société en général, leur « visibilité » reste bien moindre que celle des camarades qui travaillent dans des secteurs « poids lourds » du mouvement ouvrier : plus de précarité, moins de syndicalisation, moins de luttes, moins d'actualité sur laquelle « faire » de la politique. Si Alternative libertaire poursuit son développement, il va falloir se poser la question d'une politique plus volontariste d'implantation en entreprise.

Un fort investissement syndical, mais des débats insuffisants

La construction d'un syndicalisme de lutte de classe, large, autogestionnaire et combatif, reste un des axes majeurs de l'intervention des militant(e)s d'AL. Ces dernières années, le renforcement d'Alternative libertaire s'est fait, pour moitié, par adhésion de militant(e)s syndicalistes, le plus souvent à la CGT ou à SUD. Si bien qu'aujourd'hui notre courant est plus que jamais présent dans le mouvement syndical.

Signalons ainsi que *La Lettre des militant(e)s syndicalistes libertaires*, après une période d'interruption, continue à être animée par un collectif rassemblant des militant(e)s de l'AL, de la FA et libertaires indépendant(e)s.

Refusant un fractionnisme qui pour des militant(e)s autogestionnaires n'aurait pas de sens, nous estimons néanmoins que le débat sur l'orientation syndicale est insuffisant au sein d'AL.

La commémoration des cent ans de la Charte d'Amiens en mai 2006 a permis de rassembler et de confronter différents acteurs et actrices du mouvement syndical (Solidaires, CGT, FSU, CNT...), sur le thème de la transformation sociale. C'est encore ce qu'AL sait faire le mieux, mais l'organisation n'a pas encore trouvé la façon adaptée pour susciter, en continu, le débat entre

les militant(e)s agissant dans un même secteur professionnel ou dans une même réalité syndicale. On ne peut citer que le bulletin *AL Rail*, qui sort de façon irrégulière, et la réunion des militant(e)s AL de la CGT, qui s'est tenue le 8 avril.

Notre cohésion politique, définie en congrès ou en coordination fédérale, conduit généralement chacun(e) à agir spontanément dans le même sens.

De même il existe un consensus sur nos pratiques de masse, qui consistent, dans les grandes lignes, à concilier la radicalité avec le caractère massif des mobilisations. Mais le débat syndical au sein d'AL est souvent un peu asséché par nos hésitations à franchir le pas de la critique. C'est le revers de la médaille du fédéralisme : considérer que son voisin est « souverain » dans son secteur conduit parfois à renoncer à l'interpeller, et donc à débattre.

De ce fait, Alternative libertaire peine à jouer un rôle d'agitateur d'idées pour le courant syndicaliste révolutionnaire dont elle devrait constituer, d'une certaine façon, le centre de gravité.

Un renouveau de l'implication dans les luttes de la jeunesse

Depuis le VII^e congrès d'AL, l'organisation a vu croître en son sein une branche Jeunesse réellement vivante et coordonnée, marquée par la parution du bulletin *Clash*, la constitution d'antennes de la branche Jeunesse dans de nouvelles villes et surtout la mise sur pied d'un secrétariat efficace.

Toujours actif(ve)s dans le syndicalisme étudiant, les militant(e)s d'AL ont participé à toutes les luttes contre la privatisation rampante des campus, notamment contre la réforme LMD/ECTS en 2004. Mais c'est surtout à l'occasion du mouvement étudiant du printemps 2006 contre la « loi pour l'égalité des chances » que l'AL a été le plus offensive, jouant parfois un rôle moteur dans les mobilisations, comme à Aix-Marseille, Paris, Orléans ou Rennes.

L'année précédente, les luttes lycéennes du printemps 2005, qui ont égalé celles de 1973 par leur radicalité et leur durée, avaient vu éclore une nouvelle génération militante à Paris, Orléans, Rennes, Aix-en-Provence ou Agen. Le mouvement a été sévèrement réprimé par l'État, et un des « procès phares » des lycéens en lutte a d'ailleurs été celui d'un camarade d'AL : Samuel, à Paris. La branche Jeunesse d'AL a tiré de l'expérience de cette lutte exemplaire une brochure : *Lycées 2005, Agir, désobéir*.

L'arrivée d'une nouvelle génération militante a conduit l'organisation à mettre en branle un cycle de formation à partir de l'automne 2005. Un cahier de formation est donc produit chaque mois sur un thème différent.

Une intervention sporadique dans les luttes féministes

Après plusieurs années de passage à vide, on peut dire que la question féministe a été « redécouverte » par AL courant 2004. Les lois Sarkozy criminalisant le « racolage » ont entraîné un débat de société sur la nature (sociale et patriarcale) de la prostitution. Le VI^e congrès d'AL, en novembre 2004, a ainsi été l'occasion de remettre l'organisation à niveau sur le plan théorique, dans l'analyse de l'oppression patriarcale et des moyens de la combattre. Le mensuel *Alternative libertaire* a publié un assez grand nombre d'articles sur la question de l'oppression patriarcale d'une part, des luttes féministes d'autre part.

AL a défilé lors de la manifestation du 25 novembre 2004 sur les violences faites aux femmes. Hélas, si la participation à cette campagne a entraîné quelques débats dans l'organisation, ils n'ont pas abouti à une position ni une analyse proprement libertaires, et AL n'a pu porter sa propre parole dans la campagne.

AL n'a pas réussi à pérenniser une action cohérente sur ce « front » de lutte, et même la participation de l'organisation aux manifestations du 8 mars reste aléatoire.

Une expression dans l'ébullition politique de l'après-21 avril 2002

Les quelques mois qui ont suivi le mouvement antifasciste d'avril 2002, qui avait vu Le Pen arriver au second tour de l'élection présidentielle, ont été marqués par une profusion de « forums sociaux », « débats », « rencontres », associant divers acteurs et actrices des mouvements sociaux (le plus souvent CGT, SUD, FSU, CNT, Attac, AC!, Apeis, DAL), mais également des organisations de gauche et d'extrême gauche (le plus souvent PCF, LCR, AL et les Alternatifs). Ces forums ont été marqués par une certaine confusion, mélangeant tous les niveaux politiques – on a ainsi vu parfois des cartels d'organisations politiques s'autoproclamer « forum social », usurpant ainsi un « label » de manière assez ridicule, mais surtout excluante pour les vrais mouvements sociaux.

Les militant(e)s d'AL ont généralement participé à ces forums dans leurs villes, lorsqu'ils/elles ont réussi à en clarifier la nature, et à faire respecter le principe d'autonomie du mouvement social. Mais dans l'ensemble, l'organisation y est allée sans véritable stratégie, la seule ambition ayant été d'y faire entendre une expression libertaire et lutte de classe.

Une apparition régulière dans les luttes écologistes

Il faut bien le reconnaître, les luttes écologistes occupent une place secondaire dans les débats et les interventions d'AL. L'organisation a néanmoins répondu présent à chaque mobilisation d'ampleur. Après le naufrage de l'*Erika* en 1999, c'était celui du pétrolier *Prestige* qui en 2003 détruisait une partie des côtes atlantiques. En avril 2003, AL participait donc à la contestation du G8-Environnement (réunion des ministres de l'Environnement des huit grandes puissances mondiales), tenu à Angers. La contestation resta néanmoins marginale : à Angers parce qu'elle fut dominée par des organisations sociales-démocrates souhaitant ne pas sortir d'un cadre balisé et policé ; à Paris parce que les organisations libertaires, seules à se mobiliser, ne parvinrent pas à fédérer au-delà de leur zone d'influence.

Contre les OGM, AL a participé aux actions des « Faucheurs volontaires » associés à la Confédération paysanne, notamment dans le Lot-et-Garonne et dans la Manche, où notre camarade Bertrand a été mis en examen pour son action.

Dans ce combat à contre-courant qu'est la lutte antinucléaire, AL continue à être active en pointillé, essentiellement à l'occasion de grandes mobilisations, comme celles qui furent organisées par le réseau Sortir du nucléaire en janvier 2004 (qui donna lieu à une manifestation libertaire unitaire) ou en avril 2006 dans le Cotentin. Mais AL a également participé à des actions directes contre des transports de déchets nucléaires, notamment en Lorraine en 2003 et 2004.

Permanence de la solidarité anticolonialiste

C'est essentiellement à travers le mensuel *Alternative libertaire* que ce thème est suivi, notamment depuis notre arrivée dans les kiosques des Dom-Tom en 2002. AL a notamment régulièrement apporté son soutien aux militant(e)s de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) avec lequel(le)s des liens sont entretenus.

En février 2006, AL a participé à la mobilisation pour l'abrogation de la loi du 23 février 2005 reconnaissant le « rôle positif » de la colonisation française. Courant 2004, un collectif AL s'est par ailleurs constitué en Guyane. Les camarades guyanais travaillent régulièrement avec les indépendantistes du Mouvement pour la démocratie et l'émancipation sociale (MDES) et de l'Union des travailleurs guyanais (UTG).

Alternative libertaire s'est mobilisée contre l'intervention militaire française en Côte d'Ivoire, en dénonçant la politique ethniciste criminelle du gouvernement Gbagbo. Alternative libertaire s'est néanmoins heurtée à un problème politique : sachant les risques d'une dérive « à la rwandaise » du conflit dans l'épuration ethnique, fallait-il approuver ou non l'interposition d'une force armée africaine (« sous commandement de l'Union africaine ») dans le pays ? Cette position, développée au départ par le secrétariat fédéral d'AL, a été désavouée après coup par sa coordination fédérale de janvier 2005. Cette nouvelle position n'a cependant fait l'objet d'aucune argumentation écrite, et n'a été le point de départ d'aucun discours alternatif, laissant planer une équivoque sur notre analyse de la situation.

À fond contre la deuxième guerre du Golfe

Après la conquête de l'Afghanistan, le gouvernement des États-Unis a tourné ses regards vers un pays ennemi, quasiment déjà à genoux depuis la première guerre du Golfe en 1991 : l'Irak qui, s'il ne détenait aucune espèce d'« arme de destruction massive » pointée sur Washington, avait le tort de posséder des ressources pétrolières immenses.

AL s'est considérablement mobilisée contre cette guerre infâme, soulignant l'opposition fictive du gouvernement français au Pentagone dans cette affaire. Le secrétariat international d'AL a d'ailleurs initié un appel international, « Libertaires contre toutes les guerres », rassemblant les signatures d'une trentaine d'organisations de toute la planète.

Cette deuxième guerre d'Irak a été l'occasion pour le secrétariat international de prendre contact avec la gauche laïque et ouvrière existant en Irak, et prise entre le feu des islamistes et celui des Américains. Des échanges ont pu avoir lieu avec des militant(e)s du Parti communiste ouvrier d'Irak (PCOI), qui développe une théorie du communisme en partie fondée sur les conseils ouvriers.

Des actions de solidarité internationale

Le réseau Solidarité internationale libertaire (SIL), fondé en avril 2001 à Madrid avec une vingtaine d'organisations anarcho-syndicalistes, communistes libertaires et autres, a connu une baisse d'activité concomitante au reflux du mouvement altermondialiste.

Après que la campagne de soutien aux libertaires d'Amérique latine a porté ses fruits, avec la réalisation des projets pilotés par la FAG et la FAU, le réseau SIL a organisé en mai 2003 une tournée de camarades brésilien et uruguayen en Espagne et en France pour faire le point sur la situation politique et sociale dans un sous-continent en pleine ébullition. En revanche la tournée de meetings avec des militant(e)s d'extrême gauche irakien(ne)s envisagée par SIL-France courant 2004 a dû être annulée à cause des complications administratives pour faire venir des militant(e)s irakien(ne)s en Europe d'une part, et à cause du manque de forces pour porter un tel projet d'autre part. Alternative libertaire a néanmoins continué d'entretenir des relations suivies avec les organisations communistes libertaires ou anarcho-syndicalistes dans le monde, en les sollicitant notamment pour le mensuel *Alternative libertaire*. Des rencontres « officielles » ont également pu avoir lieu régulièrement avec nos camarades d'Espagne, d'Italie, du Liban, d'Argentine, du Chili, de Grèce, du Canada et autres.

À l'été 2005, AL a également pris l'initiative d'un appel international de soutien à un militant libertaire marocain, Brahim Fillali, animateur du journal *Ici et Maintenant*, dévasté par un incendie criminel.

À signaler encore, la participation maintenue depuis 2001 de militant(e)s d'AL dans les « missions civiles de protection du peuple palestinien », qui visent à soutenir l'action des militant(e)s anticolonialistes palestinien(ne)s et israélien(ne)s.

Une présence maintenue dans le mouvement altermondialiste

Le contre-sommet du G8 à Évian, en juin 2003, a été le dernier grand rendez-vous de la « vague » altermondialiste né en 1999 à Seattle. À cette occasion, AL a été une des forces motrices de la contestation : d'une part, en participant à la Claaac-G8 (collectif libertaire unitaire contre le G8), d'autre part en s'investissant dans la mise en place du Vaaag (village alternatif et anticapitaliste) rassemblant une partie des manifestant(e)s.

En plus de l'opposition au G8, cette mobilisation a été particulièrement importante pour AL, dans la mesure où elle a permis un nouveau rapprochement entre organisations libertaires. L'unité d'action a permis au mouvement libertaire d'apparaître comme une des principales forces de la mobilisation, avec un cortège de 5 000 personnes dans la manifestation. Le Vaaag lui-même a recueilli un franc succès, avec environ 3 000 participant(e)s motivé(e)s et impliqué(e)s, pour une semaine d'autogestion de la contestation. Une démarche qualitativement plus riche que les grands rassemblements qui tournent parfois un peu trop à la kermesse, comme le Larzac 2003 a pu en constituer un exemple.

AL était néanmoins bien présente au Larzac 2003, avec quelques dizaines de militant(e)s, l'événement se déroulant juste après les Rencontres d'été d'AL sur le plateau du Roucous.

Ultime sursaut du mouvement altermondialiste en France, le Forum social européen de Saint-Denis a donné lieu à l'organisation parallèle d'un événement remarqué, le Forum social libertaire de Saint-Ouen, à l'initiative de la Fédération anarchiste. AL s'est considérablement impliquée dans la préparation de ce FSL, et dans le sens qui lui était donné. Contre certain(e)s anarchistes sectaires qui voulaient en faire un « contre-FSE », AL a bataillé pour que le FSL soit considéré comme « complémentaire » du FSE, puisque les deux événements ne se situaient pas sur le même plan (forum social large d'une part,

forum spécifique à un courant politique d'autre part). Finalement le consensus s'est établi sur l'idée que le FSL serait « parallèle » au FSE sans plus de précision, les analyses différant sur la nature du FSE. Une partie des anarchistes ne voulaient voir dans le FSE qu'une opération de recombinaison de la gauche institutionnelle. AL, tout en partageant cette analyse insistait sur le caractère *ambivalent* du FSE, et le fait que des dizaines de milliers de militant(e)s des mouvements sociaux de toute l'Europe convergeraient vers ce FSE, se souciant comme d'une guigne du plateau rassemblant les quelques représentant(e)s du PS, du PCF, des Verts et de la LCR. Se couper totalement du FSE en le dénonçant sans nuance relevait de la cécité politique et c'est pourquoi AL a assuré une présence visible au FSE, tout en participant à la mise en place du FSL. AL n'a d'ailleurs pas été la seule organisation libertaire à aller au FSE, puisque la FA y était également présente via la librairie Publico, et l'OLS via la librairie Quilombo, mais elle a été la seule à l'assumer politiquement.

Une campagne « anticapitaliste et internationaliste » réussie contre la Constitution européenne

Avec la lutte contre la loi Fillon, l'année 2005 a été marquée, pour AL, par la campagne d'opposition à la Constitution européenne. Pour la première fois, Alternative libertaire a été en mesure de mener une campagne d'envergure nationale, avec un matériel fédéral conçu pour l'occasion et utilisé au-delà de l'organisation.

La position d'AL a été celle d'une opposition anticapitaliste et internationaliste à la Constitution européenne. Mais pouvait-il en être autrement alors que depuis toujours nous nous étions opposé(e)s à la construction capitaliste de l'Union européenne ? Contre le traité de Maastricht en 1992, celui d'Amsterdam en 1999, celui de Nice en 2000, et lors des Sommets européens de Göteborg, Bruxelles et Séville en 2001-2002. Dans cette opposition, nous avons souvent côtoyé les autres organisations libertaires.

Mais en 2005, la concession d'un référendum par l'État français a semé le trouble parmi les anarchistes. Dès lors les débats n'ont plus été « comment s'opposer au TCE ? », mais « un anarchiste peut-il voter ? », questionnement abscons dans le contexte. La plupart des organisations libertaires ont adopté une position ambiguë qui, au bout du compte, les a empêché de s'exprimer clairement. La CNT, la CGA et No Pasaran se sont prononcés contre le TCE, mais sans campagne d'opposition. La FA n'a pas pris de position et *Le Monde libertaire* a publié une suite d'articles et de couvertures contradictoires.

La campagne d'AL a été relativement remarquée. Dans le mouvement libertaire, elle a suscité des attitudes mitigées, allant du ricanement sous cape dans les milieux anarchistes claniques à l'adhésion sans arrière-pensée, comme l'ont démontré les collages d'affiches AL effectués au-delà des CAL, y compris parfois par des militant(e)s de la FA ou de la CNT.

Finalement, et malgré sa non participation à « l'Appel des 200 », AL a occupé toute la place qu'elle pouvait dans cette campagne du Non « social » qui a eu pour effet d'occulter le discours de l'extrême droite nationaliste, et de donner à la défaite du TCE une couleur sociale et non nationaliste.

En revanche, il n'a pas été possible de susciter une campagne libertaire hors des frontières hexagonales, et c'est un raté dommageable dans la mesure où, par le passé, nous avions été en mesure de nous retrouver avec la plupart de nos camarades européen(ne)s dans la contestation des sommets de l'UE.

Enfin, l'articulation de la « victoire symbolique » (le référendum) avec les luttes sociales a peiné à trouver son chemin. Nous avons subi, là encore, la situation minoritaire du mouvement libertaire, qui était presque le seul à insister sur ce lien. La tentative d'un rebond de classe avec l'initiative de Dugny contre le premier train privé en France, est malheureusement restée isolée, d'une part du fait de l'inaction de la CGT, d'autre part du fait que les grandes organisations membres de l'Appel Copernic (Attac, PCF, etc.) étaient, dès le 30 mai, obsédées par les manœuvres de recombinaison politicienne à gauche.

Une intervention continue contre le durcissement sécuritaire

Depuis le VII^e congrès, la commission Libertés d'AL a été renforcée par des camarades de diverses régions (Agen et Rouen notamment). La commission a à son actif une impressionnante production écrite qui a alimenté le mensuel *Alternative libertaire* tout au long de ces trois années, et l'organisation, avec le collectif Ile-de-France contre la vidéosurveillance, d'une Semaine d'action contre la vidéosurveillance, en avril 2005. En revanche, l'actualisation de la brochure à succès *Libertaires contre l'hystérie sécuritaire* n'a pu être faite, et l'organisation d'un « KO Libertés » à Paris le 8 mai 2006, dans lequel la commission était fortement impliquée, a échoué faute de dynamique suffisante.

On peut également signaler la participation d'AL au collectif Riposte à Lille ou l'action du Collectif pour la défense des libertés fondamentales (CDLF) de Rouen, dans lequel AL joue un rôle moteur.

Solidarité avec les révoltés de novembre 2005

Comme la presque totalité de l'extrême gauche et des forces syndicales et associatives, Alternative libertaire n'a pu qu'assister « de l'extérieur » à la vague d'affrontements qui a secoué les banlieues françaises en octobre-novembre 2005, suite à la mort par électrocution de deux jeunes habitants de Clichy-sous-Bois.

L'organisation n'a guère pu faire davantage que de diffuser des tracts soulignant le caractère social de la révolte, contre toutes les tentatives de manipulation par le gouvernement qui a tenté d'y trouver des causes ethniques, religieuses (voire culturelles : hip-hop, polygamie... et tous les fantasmes racistes de la droite réactionnaire). Ce positionnement apparemment n'allait pas de soi, comme on pu le voir avec la verve républicaine/citoyenniste de l'appel « Banlieues, les vraies urgences », cosigné par de nombreuses organisations allant du MJS à Lutte ouvrière.

Néanmoins, la politique ne se résume pas à rechercher la « juste position », et de ce point de vue l'initiative prise par les organisations de jeunesse (branche Jeunesse d'AL, CNT-FAL, SUD-Etudiants...) d'organiser une manifestation de solidarité à Saint-Denis a été l'une des rares occasions de tenter un contact entre la gauche radicale et la population de ces quartiers.

En pointillé dans la lutte antifasciste

La banalisation du Front national – malgré le sursaut d'avril 2002 – a sonné le glas des grandes mobilisations antifascistes, comme celle de Strasbourg en 1997 par exemple. Le réseau Ras l'Front est à l'agonie. Il semble bien que le combat antifasciste

se soit élargi, passant de la seule hostilité au Front national, à une opposition d'ensemble aux politiques réactionnaires qui peuvent être portées aussi bien par Le Pen, que De Villiers, Sarkozy ou les intégristes religieux.

Les manifestations antifascistes ne rassemblent désormais guère au-delà des cercles militants. AL a néanmoins continué à y participer, que ce soit en participant parfois à l'organisation de la manifestation annuelle du 9 mai contre les fascistes du Bloc identitaire, à l'opposition aux anti-IVG, ou en co-organisant le rassemblement contre le premier meeting de campagne de Le Pen aux régionales de 2004.

Le Bloc identitaire, qui par endroits noyautait le MNR, constitue une menace physique que nous aurions tort de sous-estimer : un camarade d'AL à Nîmes en a fait les frais au cours d'un long procès qui l'a opposé à une élue MNR. Le mouvement étudiant contre le CPE, qui a donné lieu à des affrontements entre fascistes et grévistes, en a également été la démonstration.

Un soutien épisodique aux luttes du logement

Plusieurs incendies dans des immeubles insalubres de région parisienne durant l'été 2005 ont laissé présager un renouveau des luttes des mal-logé(e)s. Alternative libertaire a alors participé aux diverses manifestations pour le relogement des sinistré(e)s et contre Sarkozy dont le seul souci était de débusquer parmi eux d'éventuels sans-papiers. Les militant(e)s se sont investi(e)s dans des collectifs locaux de défense des mal-logé(e)s (notamment à Paris 18^e) ont donné divers coups de mains au DAL et au Collectif action logement (CAL). Mais le renouveau des luttes attendu n'a pas eu lieu, et il faut reconnaître que l'investissement d'Alternative libertaire sur ce front, très important dans le passé, s'est amenuisé. Hors de coups de mains ponctuels, il n'y a plus de travail de longue haleine sur le front du logement de la part d'AL.

L'année précédente, AL avait contribué à susciter, à Paris 13^e, une mobilisation (victorieuse) de soutien aux résidents des foyers de travailleurs migrants, soumis aux pressions des bailleurs, dont la Sonacotra.

Avec les sans-papiers, contre le racisme et l'exclusion

Après une baisse d'activité ces dernières années, AL s'est réinvestie de plus près dans les luttes contre le racisme et pour la liberté de circulation. Plusieurs militant(e)s d'AL sont désormais actif(ve)s dans le Réseau Éducation sans frontière (RESF), qui a permis un renouveau de la solidarité avec les sans-papiers. Il faut également rappeler l'implication d'AL Montreuil dans les comités de vigilance contre les rafles de sans-papiers dans le nord de Paris, le soutien aux Roms menacé(e)s d'expulsion, l'occupation de rue Auguste-Perret à Paris 13^e au printemps 2006, ou l'importance de la solidarité avec les demandeurs d'asile à Mulhouse et les sans-papiers à Lille.

Alternative libertaire a également donné un coup de main au comité de soutien des Exilés du 10^e arrondissement de Paris, en accueillant dans ses locaux pour une nuit de février 2004 une vingtaine de demandeurs d'asile afghans, irakiens ou kurdes.

En novembre 2004, à l'occasion de la grande manifestation contre le racisme, AL s'est associée, entre autres, avec Act Up, la Fasti et les Panthères roses pour organiser un pôle antiraciste radical dans la manifestation, avec tracts et autocollants, en axant notamment son intervention sur la liberté de circulation. Ce travail est malheureusement resté sans lendemain.

En 2006, AL a participé activement à la campagne unitaire contre la réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA). En revanche, hormis à Rouen ou au Puy-en-Velay, nous n'avons pas été en mesure de susciter des comités locaux d'action contre cette réforme.

Un net recul de l'investissement dans les luttes des chômeur(se)s

Alors qu'AL avait été très active dans la fondation et le développement d'Agir contre le chômage! (AC!) en 1994, on note un recul de l'investissement collectif dans ces luttes depuis la Marche européenne de 1999. Certes, il y a des militant(e)s d'AL actif(ve)s dans des collectifs comme AC! ou CAP 47, à Besançon, Marseille, Agen ou en Seine-Saint-Denis, mais cette action ne donne guère lieu à des débats stratégiques au sein d'AL. Ainsi le déclin d'AC! depuis 1999 puis sa scission en 2005 ont-ils été peu commentés et analysés.

L'organisation des chômeur(se)s et précaires, catégorie sociale volatile par excellence, est un des investissements les plus durs à tenir sur la durée. Et depuis quelques années, le sentiment d'être confronté à un travail de Sisyphe a découragé la majorité des militant(e)s de la gauche radicale et syndicale qui avaient participé à la construction d'AC! entre 1994 et 1997. De fait, les mouvements de chômeur(se)s et précaires ont un rôle moteur à jouer dans la défense de l'assurance-chômage. C'est généralement poussés par elles/eux que les syndicats de salarié(e)s se mobilisent sur ces questions. Sans initiative de leur part, ce front est littéralement déserté par les organisations syndicales.

La situation est donc dangereuse et il y a un véritable enjeu à ce que les organisations militantes, dont AL, se posent la question stratégique d'un nouvel investissement sur ce terrain.

Dans les « alternatives en actes »

Signalons enfin la participation des militant(e)s d'AL à diverses expériences d'ouvertures de lieux autogérés et autres espaces alternatifs : le Barrio à Tours, le Chiendent à Orléans, l'éphémère Centre social de Toulouse... Loin de chercher à créer un « bocal à anars », l'ouverture d'un lieu militant, qu'il soit squatté ou loué, doit être un point d'appui pour les mouvements sociaux. La recherche permanente d'un lien avec les luttes sociales doit permettre d'éviter l'écueil de l'isolement communautaire qui guette souvent de telles entreprises dévoreuses d'énergies militantes.